



FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Élysée
75008 Paris

Paris, le 14 octobre 2014

Le Président

N/Réf. : FV/CA/14-277

Objet : Interrogations sur le mouvement de simplification

Monsieur le Président,

Il y a quelques mois, nous nous sommes rencontrés afin d'échanger sur la situation du secteur hospitalier public, sur ses attentes et sur ses projets. A cette occasion, je vous avais dressé la situation d'un secteur en pleine mutation, confronté certes à des enjeux lourds (vieillesse, défi technologique, évolution de l'attente des français, défi financier, etc...) mais déterminé à répondre au besoin de protection de nos concitoyens et déterminé surtout à prendre sa part dans la construction de la France de demain.

Au cours de cet entretien, j'avais été très sensible à votre écoute ainsi qu'à votre volonté d'engager un vaste mouvement de simplification et d'allègement des contraintes pesant sur les établissements publics de santé. La simplification est en effet un enjeu majeur qui doit permettre à nos hôpitaux d'être plus réactifs et plus en phase avec les attentes de la France. C'est également un enjeu qui permettra aux hôpitaux publics de savoir retenir leurs talents qui n'en peuvent plus, chaque jour, d'être empêchés dans leurs projets et leurs actions par des réglementations tatillonnes et une tutelle bureaucratique toujours plus lourde et éloignée des réalités de terrain.

Lors de notre entrevue, j'avais notamment souhaité attirer votre attention sur un projet parfaitement représentatif de l'absurdité de la politique actuellement conduite dans le système de santé: le projet tendant à la mise en place d'un système de facturation au fil de l'eau des séjours hospitaliers: le projet FIDES. Sans revenir sur le fond de ce projet, il est demandé aux hôpitaux d'engager à partir de 2016 une facturation au fil de l'eau, censée améliorer la connaissance de l'activité hospitalière par la caisse nationale d'assurance maladie, alors que le Ministère dispose déjà d'une parfaite connaissance de celle activité. Ce projet, décidé sans aucune expérimentation préalable, ne sera d'aucune valeur ajoutée ni pour les patients ni pour le système de santé. Sa mise en œuvre nécessitera pourtant, des recrutements massifs de personnels administratifs pour traiter les factures. A l'heure où vous demandez aux hôpitaux des efforts financiers extrêmement importants, ce projet ne peut que décourager la communauté hospitalière qui verra les efforts qu'elle conduit au lit du malade engloutis par la mise en œuvre d'un projet seulement destiné à satisfaire quelques bureaucrates.

Sensible à ces arguments, vous aviez demandé à vos collaborateurs présents à notre rencontre de mettre fin à FIDES. Pourtant, depuis, malgré vos consignes, ce projet continue de plus belle et rien ni personne ne semble pouvoir l'arrêter. Aussi, Monsieur le Président, alors que vous avez sonné la mobilisation nationale pour la simplification et l'allègement des contraintes, je me permets de vous solliciter pour que vous m'indiquiez vers qui, aujourd'hui en France, nous devons nous adresser pour mettre fin à un projet pourtant mineur mais qui semble devenu plus fort que des consignes présidentielles.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à mon appel et vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma haute considération.

Frédéric VALLETOUX